

# « Une agriculture respectueuse de tout le vivant »

**Société.** « Le bien-être animal ? Oui, mais sans oublier celui du paysan. Il est urgent de sortir de ce système qui broie les animaux et les hommes et qui détruit les sols. »

Loïc Gours (Côtes-d'Armor) :

« J'ai lu avec beaucoup d'attention le commentaire de Une « Évaluer le bien-être animal » (O.-F. du 10 septembre).

Je suis retraité de l'agriculture, j'étais éleveur de 120 truies en système intensif jusqu'en 2014. Je partage complètement l'idée qu'il faut absolument mettre au centre de nos préoccupations le bien-être des animaux et qu'il va falloir rapidement les élever autrement.

Mais la petite phrase : « Il s'agit de se mettre à la place de l'animal et non de l'homme » m'interpelle. Je pense que l'homme et l'animal doivent former un duo dans lequel les deux vont bien.

Les cinq libertés établies par le Farm Animal Welfare Concil (FAWC), en 1992, conviennent aux deux : absence de faim et de soif ; absence d'inconfort ; absence de douleur, blessure ou maladie ; absence de peur et d'anxiété ; liberté d'exprimer les comportements propres à l'espèce.

Malheureusement, encore aujourd'hui, le chemin pour y arriver est long, pour l'un comme pour l'autre. Coïncidence, comme pour venir étayer mon propos, dans la même édition du 10 septembre, la FDSEA, les Jeunes agriculteurs et la MSA s'alarment des suicides en agriculture (529 salariés et exploitants agricoles ont mis fin à leur jour en 2016, 30 % de plus que les autres professions) et ils concluent que le bien-être des agriculteurs et de l'ensemble des actifs agricoles doit être au cœur de toute politique agricole. Ils ont raison !

Le phénomène n'est pas récent, j'ai participé en 1987 à la mise en place dans les Côtes-d'Armor de l'association « Défense des paysans en difficulté ».

Nous pensions, en 1987, que notre



« L'homme (l'agriculteur) et l'animal doivent former un duo dans lequel les deux vont bien. »

PHOTO : OLI SCARFF, AFP

association n'était pas faite pour durer : aujourd'hui, elle s'appelle « Solidarité Paysans » et rayonne dans tous les départements français.

Bien que nous soyons passés, en France, de plus d'un million d'exploitations en 1987 à 440 000 en 2020, le nombre de paysans en difficulté continue d'augmenter : triste bilan.

Pendant que les coûts de production explosent, le prix du porc baisse, le prix du lait baisse, le prix de l'œuf baisse ! Même pour le lait bio, le président de Sodiaal va payer 10 % du volume du lait bio au prix du conventionnel, c'est-à-dire à peu près 4 % de baisse (O.-F. du 11 septembre). Il est urgent de se poser les bonnes questions pour sortir de ce système qui broie les animaux et les hommes et

qui détruit les sols.

Cela passe par une réorientation des aides européennes et nationales vers une agriculture respectueuse des animaux, des hommes et des sols. Cela passe par une rémunération des paysans assurée par un prix tenant compte des coûts de production. Cela passe par une évolution de la formation dans les écoles d'agriculture. [...]

Des paysans de plus en plus nombreux sont installés en bio et dans des systèmes respectant les sols et les animaux, ils en vivent correctement en privilégiant la vente en circuit court.

De nombreux jeunes veulent rentrer dans le métier, mais il faut tout d'abord leur permettre d'accéder au

foncier. Du foncier, il y en a mais il faut arrêter de le concentrer dans les mains de ceux qui en ont déjà beaucoup. Les banques ont un rôle primordial à jouer en finançant cette transition vers des systèmes agricoles respectueux des hommes et du vivant. Si elles ne le font pas, il faut alors que les citoyens orientent leur épargne vers la prise de part dans des GFA (Groupements fonciers agricoles) pour permettre aux candidats à l'installation d'accéder au foncier.

C'est comme ça que les campagnes vont revivre avec des paysans nombreux et épanouis, des animaux aux poils et aux plumes soyeux, des oiseaux qui chantent, des abeilles qui butinent et des vers de terre qui se régèlent ! >>>

OF  
M/MO/21